



Store Azur :
assurer le bien-être

Page 3

SEMDEX: 1,965.39 points

SEMTRI: 5,167.01 points

SEM-7: 511.93 points

MARKET CAPITALISATION: Rs 183,7 bn

LE MATINAL

Perspectives

No. 121, Monday, February 04, 2008, 4 pages

Log on to: www.lematinal.com

BIZ NEWS

Mon Désert Alma : filiale immobilière consolidée

MON DÉSERT Alma consolide sa filiale immobilière. La compagnie annonce l'incorporation de MDA Properties, qu'elle détient à 100 %, qui se propose d'acquérir 124 arpents de terre dans les régions de Moka et St-Pierre pour un montant de Rs 800 M. Suivant la vente de ces terrains, MDA réalisera des profits de Rs 613 millions et Rs 139 millions pour les périodes financières se terminant au 30 juin 2008 et 2009 respectivement. Par ailleurs, la nouvelle société, MDA Properties (MDAP), ouvrira 49 % de son capital à une brochette d'institutions financières et conservera ainsi la différence. L'exercice d'émission de nouvelles actions permettra à la nouvelle société immobilière de lever des fonds d'un montant de Rs 320 millions durant la présente année financière et de quelque Rs 72 millions pour la période financière 2008-2009.

IRS : villas à partir de Rs 24,8 millions aux Salines

LE PROJET Integrated Resort Scheme Les Salines, qui a obtenu son certificat d'investissement en juillet dernier, sortira bientôt de terre. Le projet est développé par Mauritian Property Partnerships (MPP), qui en prévoit plusieurs autres pour le sud du pays. Les 233 villas construites au sein du complexe Les Salines seront mises en vente à partir de Rs 24,8 M, soit environ 593 000 euros/865 000 dollars. Le site choisi par les promoteurs se trouve à 70 m au-dessus du niveau de la mer, surplombant le lagon avec vue sur Le Morne Brabant, la montagne Tamarin et la chaîne de montagnes de Rivière Noire. Le complexe intégré Les Salines comprendra un hôtel 5-étoiles, un parcours de golf de 18 trous, des courts de tennis, un spa ainsi qu'un Beach Club destiné aux résidents. Quant aux villas, au nombre de 233, elles seront situées sur des lots individuels de près d'un arpent chacun.

RIDS ouvre un nouveau bureau au Mozambique

ROGERS LOGISTICS, opérant sous la coupole de Rogers, vient d'ouvrir un nouveau bureau à Beira dans le cadre de l'expansion de ses activités fret et TNT sur le continent africain. De par son emplacement stratégique, Beira permettra une ouverture vers d'autres pays d'Afrique tels le Zimbabwe ou le Malawi. C'est le Mauricien Preetam Heeroo qui officiera en tant que Branch Manager. - LMNS

Inside

Car p2

Launchpad p2

Brand News ... p3

La roupie en question

Contrairement aux années précédentes, la roupie s'est raffermie ces derniers mois par rapport aux principales devises : le dollar, l'euro et la livre sterling. Son appréciation pénalise les exportations, mais rend nos importations moins coûteuses. Le sujet fait débat. Villen Anganan et Magali Frédéric reviennent sur les points de vue du Professeur Roland Lamusse et de Feroz Dahoo, qui intervenaient lors du 63e Business Forum organisé par la Jeune Chambre Internationale de Port-Louis à l'Alliance française, la semaine dernière.



Photos : Nicolas Larché

Feroz Dahoo

Les interventions de la BoM dangereuses

COMMENTANT LA situation actuelle de la roupie face aux principales devises étrangères, Feroz Dahoo, directeur général de Thomas Cook, s'est exprimé en son nom personnel et n'a pas mâché ses mots concernant les initiatives du régulateur, soit la Banque de Maurice. "Les interventions répétées du régulateur sont dangereuses car elles peuvent par ricochet provoquer une hausse de l'inflation. Il y a eu plusieurs interventions de la banque sur le marché forex ces derniers jours. Cela est surprenant dans la mesure où les principaux objectifs de la Banque centrale ne consistent pas à être un 'profit maker' mais à veiller à la stabilité de l'économie.

"Controlling the foreign Exchange rate is not the prime objective of the regulator. If the Bank of Mauritius intervenes massively, we may end putting all the system in chaos", argue le jeune professionnel.

Il s'est montré aussi critique en-

vers les "lobbyistes" qui rencontrent les responsables de la Banque centrale arguant qu'il faut déprécier la roupie. "Est-ce que tout doit absolument être contrôlé par la Banque de Maurice ou la State Trading Corporation ? Devons-nous institutionnaliser tous les problèmes auxquels nous faisons face ? A chaque fois, devons-nous courir voir la Banque de Maurice ? Ne soyons pas une nation d'assistés. Maurice n'est pas le seul à se retrouver dans une telle situation. Plusieurs pays font face actuellement à une appréciation de leur monnaie."

Feroz Dahoo estime que pour contrer les effets des fluctuations de change, les entreprises et les banques notamment doivent progresser davantage dans le domaine financier et utiliser le hedging (couverture de risque) pour en réduire les effets néfastes.

"C'est la raison pour laquelle nous avons grandement besoin de professionnels hautement qualifiés au sein

des entreprises qui comprennent bien le marché et qui peuvent agir en conséquence." Feroz Dahoo a aussi plaidé en faveur du transfert de technologie qui sera bénéfique à l'économie sur le long terme. Par ailleurs, il trouve que le "boom" dans les investissements au niveau des projets Integrated Resort Scheme est positif car cela implique une entrée massive de devises dans le pays. Mais il s'est aussi demandé où est le transfert de technologie dans ce processus. Selon lui, l'autre problème auquel le pays est confronté actuellement est la bipolarisation de l'économie autour du secteur touristique et des services financiers.

"Une telle situation n'est pas saine car elle peut laisser présager pour l'avenir une baisse d'intérêt au niveau des investissements dans d'autres secteurs comme le textile. Pourquoi devrions-nous nous concentrer uniquement sur deux au lieu de quatre secteurs économiques ?"

Combattre l'inflation

POUR L'ÉCONOMISTE Eric Ng, la Banque de Maurice doit combattre l'inflation avant tout et non veiller au comportement de la roupie. Il prévoit par ailleurs que la Banque centrale baissera le taux d'intérêt plus tôt que prévu. La prochaine réunion du Monetary Policy Committee, prévue pour mars, devrait d'ailleurs faire des recommandations dans ce sens, estime Eric Ng. Réagissant

aux propos de Feroz Dahoo concernant le rôle des institutions comme la BOM et la STC, l'économiste argue que le moment est venu pour la STC d'avoir un trésorier, même s'il est un peu trop tard pour le 'hedging' selon lui. "Un rapport avait déjà fait des recommandations en ce sens. Malheureusement aujourd'hui on doit payer le prix fort", constate Eric Ng.



Eric Ng

Contrôler les liquidités pour éviter la spirale inflationniste

LE PROFESSEUR Roland Lamusse, consultant économique, estime que l'accroissement des exportations amène forcément une augmentation des devises étrangères qui, elle-même, influe sur les liquidités du marché monétaire.

"Une augmentation des liquidités sur le marché provoque des tendances inflationnistes," souligne le Professeur Lamusse. Celui-ci rappelle que depuis la mi-décembre 2007, la Banque de Maurice est intervenue à trois reprises pour éponger l'excès de liquidités en achetant des devises étrangères. Une telle démarche, dit-il, est de stabiliser la roupie tout en réduisant la volatilité du marché. Par contre, il opine que la Banque de Maurice doit faire abstraction des considérations particulières qui s'expriment à travers les journaux et les médias en général, et souvent « sur un problème dont ils ne maîtrisent pas réellement les tenants et les aboutissants. »

Pour le Professeur Lamusse, il s'agit d'analyser le problème de la roupie de manière objective. A un certain moment, l'orateur a même laissé entendre que la Banque centrale « is acting



Roland Lamusse
Professeur

like an agent."

Le Professeur Lamusse soutient que le taux de change de la roupie est déterminé par des facteurs qui influent sur l'économie mauricienne. Celle-ci, explique-t-il, est exposée aux conditions s'exerçant sur le marché mondial. L'interlocuteur affirme que Maurice dépend de l'étranger tant pour ses exportations que ses importations des biens et services. Or, le

pays subit les effets de l'organisation du marché mondial.

Le consultant économique explique par ailleurs que le secteur public peut être aussi une source inflationniste. Et de rappeler à cet effet une étude réalisée par la Banque mondiale qui soulignait la solvabilité du secteur public. Il a fait une incursion dans le passé pour rappeler que de 1978 à 1983, le gouvernement a fait

courir le déficit public, ce qui a augmenté ainsi le poids d'endettement du gouvernement. D'où la décision prise par les deux dévaluations de la roupie, en 1979 et 1981. Le Professeur Lamusse fait observer que les termes de change avaient baissé de 50% de sa valeur à cette époque. En 1983, avec le boom du textile, une amélioration des termes de change avait été notée, dit-il.